

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Confiance

Emmanuel Macron voudrait obtenir la confiance de Berlin en imposant à la France une austérité exemplaire et des « réformes structurelles » résolument antisociales. Rien de nouveau dans cette tactique qui repose sur une conviction ancrée au cœur de l'oligarchie : le gouvernement allemand ne fait pas confiance à la France parce que nous ne faisons pas assez pour la mériter.

Face à cette logique de soumission de l'élève au maître, Coralie Delaume propose une démarche novatrice : signifier à Berlin que nous ne faisons pas confiance au gouvernement allemand et qu'il doit donner à la France, à l'Europe et au monde des preuves de sa bonne conduite.

Lesquelles ? Réduire son excédent commercial comme le demande le FMI. Donc augmenter les salaires et relancer les investissements pour relancer la demande en Europe et dans le monde. Le gouvernement allemand nous prouverait ainsi qu'il n'a pas viré au nationalisme et qu'il est en accord avec ses principes chrétiens-sociaux. Nous aurons confiance en Berlin quand Angela Merkel et Wolfgang Schäuble auront éradiqué la pauvreté en Allemagne, où depuis quinze ans elle ne cesse d'augmenter.

Éducation

Les marchands du temple

Russie

Une démocratie
administrée

p. 6 - 7

Idées

De Gaulle
et Napoléon

p. 9

Problèmes sociaux en Corée

En France, le grand public connaît Samsung, Kia, Lucky-Goldstar (LG) et Hyundai. Ces grandes marques font partie de *chaebols*, de grands conglomérats coréens extrêmement puissants réunissant de manière très complexe des compagnies au sein d'un même groupe de familles. Ce que l'on sait moins depuis l'Hexagone, c'est que ces *chaebols* règlent la vie des Coréens, car ils ne se limitent pas à un seul domaine économique.

Samsung est spécialisé dans la téléphonie mobile, l'informatique, la climatisation, l'électroménager, la télévision mais aussi dans les assurances et la construction navale. Pour l'anecdote, ce *chaebol* fit ses débuts dans le négoce de nouilles puis dans le raffinage de sucre...

Les *chaebols* ont la particularité d'adopter des méthodes de *management* assez dures. Jusqu'en 2011, Samsung interdisait la création de syndicats au sein de l'entreprise. Depuis, un seul est autorisé après de longues négociations. Il a été créé par un employé, licencié une première fois pour avoir tenté de fonder un syndicat en 1996. Les conditions de travail, de plus en plus décriées, sont très difficiles. Les cas de décès et d'accidents du travail ne sont pas rares. Depuis quelques années, plusieurs dizaines de cas de leucémie ont été relevés au sein de Samsung. Mais cela ne décourage pas les jeunes

Coréens à postuler pour poursuivre leur formation au sein des instituts des *chaebols* plutôt que de partir dans les universités où la sélection est très rude après le baccalauréat coréen. En entrant dans un institut Samsung, LG ou Hyundai, le jeune bachelier coréen est assuré de poursuivre des études correctes et surtout avoir un emploi garanti à la sortie.



Pointés du doigt après le scandale de corruption, les *chaebols* ont été au cœur de la campagne de l'élection présidentielle du 9 mai dernier. Pour rappel, ce scandale de corruption a éclaboussé l'ancienne présidente Park Geun-hye et l'héritier et vice-président de Samsung Lee Jae-yong. Le nouveau président Moon Jae-in avait promis durant la campagne de réformer l'économie coréenne afin que les *chaebols* ne concentrent plus une grande majorité de l'économie du pays entre leurs mains. Mais les *chaebols* ne sont que le reflet des conditions de travail en République de Corée. En 2010, la durée légale du travail était de 40 heures par semaine. Les Coréens travaillent entre 9 et 12

heures par jour dans un pays où la hiérarchie est obsédée par les résultats et les rendements. Les heures supplémentaires ne sont bien évidemment pas payées, mais plafonnées à 12 heures par semaine. Les Coréens peuvent aussi être appelés à travailler les week-ends, dans la limite de 16 heures par semaine. Un projet de loi en 2014 avait tenté de relever le nombre d'heures légales à 52 heures par semaine et devait permettre le paiement des heures supplémentaires effectuées le week-end.

La vie de famille est réduite au strict minimum comme le décrit Éric Surdej dans son livre *Ils sont fous ces Coréens – Dix ans chez les forcenés de l'efficacité* (Calmann-Lévy). Cet ancien cadre de LG a travaillé dix ans au sein du groupe coréen. Le nombre de suicides dus au travail - ou aux études - est très important comparé à celui de l'Europe occidentale.

Dans une grande majorité, les Coréens se mettent d'accord sur le fait que leur modèle est loin d'être parfait et qu'une réflexion sur un changement de société doit être menée. Durant la campagne de l'élection présidentielle, le candidat du parti social-libéral Minju - littéralement « Parti démocrate » -, Monsieur Moon Jae-in, portait les espoirs d'un changement économique. Après sa victoire avec 41,19% des voix, le Président Moon a cinq ans devant lui pour changer le visage social de la Corée. Mais la présidence Moon risque d'être occupée par le conflit entre la Corée du Sud, la Corée du Nord, les États-Unis d'Amérique et la Chine.

PAK Taegon

SOMMAIRE

P 1 Cible : Confiance - P 2 : Extrême Orient : Problèmes sociaux en Corée- P 3 : Front national : La danse des poignards - Écho du net : Macronisme et varoufakisme - P 4 : Education : Les marchands du temple - P 5 : OTAN : Le réarmement allemand - P 6 - 7 : Russie : Une démocratie administrée - P 8 : Sinologie : Caractères chinois - P 9 : Idées : de Gaulle, l'anti-Napoléon - P 10 : Expositions : «Ciao Italia !» - Trésors d'églises - P 11 : Brèves : Iran, Roumanie, Slovaquie, Cambodge - Souscription - Publication - Mercredis - P 12 : Éditorial : Jupiter à l'Elysée.

La danse des poignards

Le Front national s'attendait à une belle défaite, au-dessus de 40% des suffrages. Il n'avait prévu ni la médiocrité du score, ni le fiasco personnel de la cheftaine, ni le retrait de sa rivale potentielle.

Dans les derniers jours de la campagne, quand l'hystérie antifasciste battait son plein, Marion Maréchal-Le Pen avait annoncé la défaite électorale. Si la candidate frontiste atteignait les 40%, disait-elle en substance, ce serait une victoire politique. Donc l'état-major frontiste jouait perdant et espérait disposer d'une forte base électorale pour les législatives.

La pitoyable prestation de Marine Le Pen lors du débat avec Emmanuel Macron et le résultat inférieur aux attentes (33, 90%) montrent les faiblesses du Front : la présidente-candidate ne comprend rien aux questions économiques et monétaires, son état-major, mêlant l'arrogance et l'amateurisme, a accumulé les erreurs stratégiques et tactiques : pédale douce sur la xénophobie qui est le fond de commerce du parti, campagne contre l'euro sans la moindre préparation de terrain, main tendue à l'électorat mélenchonien allergique au frontisme et oubli des électeurs fillonistes.

L'échec, patent et multiforme, fait sortir les couteaux du vestiaire. Marine Le Pen s'appuyait sur la tendance Philippot, réputée social-étatiste et vraiment anti-euro, fortement minoritaire, et calmait les impatiences de la tendance xénophobe, majoritaire, en présentant les fruits juteux des belles victoires à venir. Cet équilibre est rompu.

À l'extérieur du parti, Bruno Mégret, naguère exclu, et Eric Zemmour ont lardé Marine Le Pen de leurs stylets vengeurs. Au sein de l'appareil, le député Collard, Gilbert Alliot et bien d'autres, encouragés par Robert Ménard, ont vigoureusement attaqué Florian Philippot et réclamé qu'on abandonne la thématique anti-euro pour en revenir à la ligne xénophobe. Mais le canal historique, qui tenait Marion Maréchal-Le Pen pour sa cheftaine naturelle, a appris avec désolation qu'elle se retirait de la vie politique. Menacé, haï par certains cadres et militants pour des motifs qu'ils ne peuvent avouer publiquement, Florian Philippot a déclaré qu'il partirait si la ligne anti-euro était abandonnée et il a créé à l'intérieur du Front un groupe, « Les Patriotes », qui est ouvert sur l'extérieur.

Confrontée à ces règlements de compte, la direction frontiste tempore. Marine Le Pen a déclaré que la question de l'euro serait mise en débat après les élections mais déjà le secrétaire général du parti, Nicolas Bay, a précisé que l'euro ne serait pas au centre de la campagne frontiste pour les législatives. Il prépare le repli, dans le désordre mais sans mauvaise conscience. Tant pis pour les électeurs qui ont été floués.

Sylvie FERNOY

Macronisme et varoufakisme

De Mathieu Morel, un ami « facebookien » de la NAR. À consommer sans modération...

« S'il fallait donner un nom à l'air du temps [...], ça pourrait être le «varoufakisme» [...] du nom de cet inconnu apparu un jour en Grèce dans un gouvernement révolutionnaire de "sans-cravate", armé de sa belle gueule, de sa moto, de sa réputation flatteuse et des fantasmes qui couraient autour. Et qui, armé de tout ça, n'a fait qu'allumer des pétards mouillés d'avance ou mouiller des pétards allumés par les autres. Celui qui, dimanche, appela à élire Macron - « le meilleur », disait-il en pâmoison - et lundi, une fois Macron "triomphalement" élu, publia une tribune pour annoncer qu'il le combattrait, et son idéologie avec. »

« Varoufakis parle l'esprit du temps, l'esprit des siens. [...] J'y vois surtout beaucoup de bluff et de manipulation psychologique. [...] Ce sont les règles fondamentales de la communication, or il est d'autant plus intéressant de les comprendre que la discipline est, actuellement, en roue libre et est devenue son propre objet, à la fois son moyen et sa propre fin. Un star-system dans lequel la star fait office de système et réciproquement jusqu'à l'explosion de la bulle auto-entretenu. »

« Macron est en train de nous faire le même coup, depuis son envol. » [...] « On critique, on brocarde ? Ça signifie qu'on est un vilain « réac facho » imbécile et malveillant. La mise en scène de son « sacre pharaonesque » devant la pyramide du Louvre ? Du grand art ! [...] « Accusé d'être un banquier, vendu à la finance et au « système », il a eu le génie de faire son grand discours devant une pyramide avec une drôle de lumière juste au-dessus de sa tête. Bilan ? Tous ceux qui émettent des doutes sur l'opportunité du symbole, tous ceux qui se méfient du bonhomme, tous ceux qui s'interrogent sur ses réels rapports avec ses financeurs - et, éventuellement, les retours sur investissements qu'ils pourraient attendre - peuvent être jetés dans le même sac poubelle que les plus cinglés complotistes qui voient partout des Illuminatis [...] »

« C'est tout le sens des récentes croisades contre les «thèses complotistes» et les «théories du complot» : associer tout ce qui contrevient à la doxa officielle à une théorie du complot. Et ça « marche » ! Aujourd'hui, suspecter ces types d'être capables de se livrer à des magouilles éthiquement discutables, c'est être complotiste. »

« Ces gens roulent avec des chars d'assaut de communication, d'éléments de langage et de process de marketing. C'est redoutable. Ça nous oblige à faire d'autant plus attention aux termes qu'on emploie et à la façon dont on construit nos contre-argumentations. »

Loïc de BENTZMANN

Les marchands du temple

On assiste depuis 30 ans à un mouvement de privatisation de l'enseignement supérieur inspiré par les théories néolibérales. Il participe, dans le cadre de la mondialisation, à une vaste marchandisation des savoirs qui remet en cause les principes d'une éducation humaniste et démocratique.

Dans un documentaire consacré à ce sujet diffusé sur Arte le 16 mai dernier, une étudiante américaine témoigne : « Avant d'aller à la fac, j'étais pauvre. Maintenant je suis extrêmement pauvre ». Les États-Unis, où s'est développé un marché colossal des enseignements à but lucratif à destination des classes populaires, comptent 40 millions d'étudiants endettés pour une dette totale de 1300 milliards de dollars. Tel pourrait bien être notre futur.

En France, comme dans la plupart des économies avancées, la gratuité de l'enseignement, même incomplète, allait de pair avec l'idée dominante d'une éducation conçue comme un bien public. Mais, depuis une trentaine d'années, l'accroissement continu du nombre d'étudiants et le tarissement des finances publiques ont conduit les États à une privatisation croissante de l'éducation. Cependant, souligne un rapport récent de l'Unesco, cette privatisation n'est pas seulement un moyen de développer l'offre d'éducation face à une demande croissante. Elle est présentée comme un « facteur d'efficacité et d'efficience ». Cette conception s'inspire des théories néolibérales de la « nouvelle gestion publique » qui veut appliquer les principes de gestion commerciale aux services publics.

L'éducation est aussi de plus en plus conçue en termes de marché pour satisfaire les besoins des entre-

prises. Les maîtres mots des nouvelles politiques d'éducation sont concurrence, évaluation, autonomie des établissements, participation accrue des entreprises à leur gestion et à la définition des programmes. Dans cette logique, la mondialisation a favorisé l'essor d'une industrie mondiale de l'enseignement, avec des classements internationaux d'universités comme celui de Shanghaï. Les politiques européennes ont, pour leur part, institué ce qu'une étude d'ATTAC qualifie de « processus coordonné » aboutissant à une « marchandisation des savoirs ». Ouvert en 1999, le processus de Bologne, qui engage 46 pays européens, vise à instituer un système d'harmonisation, d'évaluation et de concurrence des établissements d'enseignement supérieur « pour répondre au défi que constitue la compétitivité économique ». Il a été complété en 2000 par la stratégie de Lisbonne, dite pour « l'économie de la connaissance » visant, selon ATTAC, « à accorder la production de savoir à la demande du marché ». L'institution d'un Espace européen de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, incite pour sa part les universités à adopter une gestion managériale et à recourir aux financements privés pour procurer « un savoir utile au marché ».

Mises en place par une classe dirigeante ayant bénéficié de la gratuité des études, ces politiques se sont traduites par une augmentation des droits d'inscription contraignant les étudiants à s'endetter. La théorie du capital humain vient justifier ces augmentations : une formation contribue à financer son capital humain ; elle doit donc être financée par son bénéficiaire.

En Grande Bretagne, les droits d'inscription s'élèvent désormais à 9000 livres. Mais 40 % des prêts étudiants ne seraient pas remboursés et à terme, le système privatisé coûtera plus cher que le système

public. Cette privatisation répond à une vision utilitariste de l'enseignement vu comme une simple formation professionnelle. Pourtant, rien ne prouve qu'elle améliore la qualité de l'éducation ni qu'elle favorise l'insertion professionnelle. On sait au contraire que jamais l'université ne pourra coller aux besoins des entreprises. Plus grave, cette conception quantitative de l'éducation crée une jeunesse servile, contrainte de s'adapter à un modèle économique sans le remettre en cause.

Si les pays scandinaves et l'Allemagne résistent à cette tendance, la France fait preuve en la matière d'une certaine hypocrisie. La loi relative aux libertés des universités (LRLU) de 2007 s'étant heurtée à la mobilisation étudiante, la France pratique une politique discrète d'augmentation des droits d'inscription, comme à Sciences-Po ou Paris-Dauphine. Le regroupement de 18 établissements d'enseignement et de recherche sur le site de Saclay, qui s'appuie sur un partenariat avec le monde économique, vise explicitement selon ses promoteurs à inventer un modèle permettant « de challenger les universités étrangères ».

Le nouveau ministre de l'Éducation Nationale, Jean-Michel Blanquer, dirigeait l'Essec, école de commerce basée à Paris et à Singapour, dont les droits d'inscription sont de 13 000 euros. Il a été numéro deux de la rue de Grenelle sous le quinquennat de Sarkozy, « période marquée par des coupes budgétaires et un discours très dur à l'encontre des fonctionnaires » ont rappelé nos confrères du *Monde*. Ce fervent partisan de l'évaluation, de l'autonomie et de la mise en concurrence a exposé sa vision d'une « troisième voie en éducation » dans *L'école de demain*. Ce livre publié en 2017 a été conçu avec l'aide de l'Institut Montaigne, un *think tank* libéral. Les syndicats se sont déclarés vigilants. On le serait à moins.

Laurent LAGADEC

Retrouvez la NAR sur Facebook

Le réarmement allemand

Après une phase de réduction des dépenses militaires, le monde est partout en train de réarmer. Les pays européens membres de l'OTAN sont les derniers à le faire car ils doutent de leurs institutions.

Le réarmement européen est à l'ordre du jour de chaque sommet atlantique depuis que celui de Newport au pays de Galles a décidé, en septembre 2014, de fixer aux dépenses militaires l'objectif de 2% du Produit Intérieur Brut (PIB) de chaque État-membre. À part la Pologne et les pays baltes, rien n'a vraiment changé depuis. La France et l'Allemagne ont cependant adopté de nouvelles orientations budgétaires dans ce sens pour les années à venir. C'est l'argument massue que devait asséner le président Trump en prévision du premier sommet tenu en sa présence le 25 mai à Bruxelles. Il a lui-même déposé un budget en augmentation notable au Congrès américain. D'accord avec lui ou soucieux de mériter son poste, le secrétaire général de l'OTAN, l'ancien premier ministre norvégien Jens Stoltenberg, a effectué une tournée des capitales qui s'est révélée plutôt décevante de son point de vue.

Chaque pays réagit certes en fonction de ses propres contraintes budgétaires. Mais, en réalité, cette approche bilatérale n'est pas du tout appropriée. L'objectif de 2% n'a de réelle signification que pour les quelques pays dont le PIB dépasse les mille milliards (outre les États-Unis et le Canada, cinq seulement sont dans ce cas en Europe). L'Estonie respecte le *ratio*, mais son PIB n'est que de 22 milliards, soit un budget militaire de 400 millions. À l'inverse, la comparaison bloc à bloc - Américains contre Européens -, ne vaut pas. A PIB global équivalent,

les Américains consacrent le double à leur défense : 600 milliards contre 300 pour les Européens réunis. Or si les forces américaines sont celles d'une seule nation, les montants pour les Européens sont répartis en 26 armées séparées (27 avec le Monténégro qui adhèrera en juin). Obéir aveuglément à un tel objectif comptable doublerait partout les mêmes types de dépenses, rendant encore plus difficile l'objectif de parvenir à un schéma d'opérations qui soit commun. Encore faudrait-il commencer par fixer des objectifs acceptés par tous. Certains pays respectent l'engagement car ils sont en butte à une menace – réelle ou supposée – de leurs voisins immédiats : Grèce/Turquie, Pologne et pays baltes/Russie. Cela ne fait pas une approche stratégique d'ensemble.

C'est que l'argument comptable choisi, est en réalité fortement déstabilisateur. Comme toujours en Europe, la question se concentre sur la relation franco-allemande. Les choses étant ce qu'elles sont, le PIB français représente environ 70% du PIB allemand. Si chacun consacrait 2% à ses dépenses militaires, le budget de la défense allemand serait supérieur d'un tiers à celui de la France ! Il serait de l'ordre de 65 à 70 milliards d'euros. Pour l'égaliser, la France devrait consacrer non pas 2 mais 3% de son PIB à la défense, ce qu'avait d'ailleurs avancé la candidate du Front national. Outre que ce saut budgétaire est impossible aux finances publiques françaises dans le contexte actuel.

Le rapport actuel est à l'avantage de la France qui consacre 1,8% quand l'Allemagne ne consacre que 1,2% grâce à quoi la France bénéficie d'un différentiel d'environ cinq milliards d'euros (38 contre 43 milliards). La France s'est dotée d'une force de dissuasion nucléaire qui ne sert qu'à elle et n'est supportée que par elle. Elle entretient aussi

des forces de projection sur des théâtres extérieurs où elle est quasiment seule à intervenir, en Afrique par exemple, le reste de l'Europe ne partageant pas cette priorité.

À force de contenir ses engagements, l'Allemagne a affaibli ses propres forces au-delà du possible. Sur la base d'un rapport sur l'état catastrophique de la Bundeswehr, de ses équipements et, semble-t-il à la lumière d'un récent scandale, aussi de son recrutement et de sa formation, la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, a imposé un plan de redressement. L'Allemagne de Mme Von der Leyen a parallèlement signé avec son collègue français en septembre dernier un « papier » sur une « coopération structurelle permanente » qui pourrait être le noyau d'une Union de défense européenne. Mme Merkel, comme hier le chancelier Adenauer, est ancrée dans la conviction que toute forme de « réarmement allemand » passera d'autant mieux en Europe, mais aussi et surtout auprès de l'opinion allemande qu'elle sera insérée dans un cadre rassurant et protecteur qui ne se trouve que dans un accord « structurel » et « permanent » franco-allemand. Ce fut l'idée malheureuse hier de la CED, puis, par défaut, de l'OTAN tant que la France en faisait partie. Si on n'a pas trouvé mieux depuis, cela reste une solution par défaut. L'OTAN telle qu'elle existe aujourd'hui n'est plus considérée comme la structure la plus adaptée à l'Allemagne, pas plus qu'à la France qui n'y a pas trouvé ce qu'elle cherchait.

Yves LA MARCK

Communiquer avec la NAR

lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

Une démocratie administrée

Le jeu diplomatique de la Russie est bien connu des lecteurs de *Royaliste*. En revanche, nous avons trop peu examiné la question du pouvoir politique en Russie, que nos médias réduisent à la figure maléfique de Vladimir Poutine. Professeur de civilisation russe contemporaine, Jean-Robert Raviot explique dans un ouvrage récent les relations entre pouvoir et autorité en Russie et nous permet de saisir le regard des Russes sur leurs dirigeants.

Comme son titre l'indique, l'ouvrage publié sous la direction de Jean-Robert Raviot (1) s'attache principalement au jeu diplomatique qui oppose la Russie et les États-Unis rassemblant autour d'eux une Otan en expansion. Les analyses et les débats au sein du milieu dirigeant russe depuis vingt-cinq ans, les relations de la Russie avec son étranger proche et sa politique de puissance, tant dure que douce, forment un ensemble d'autant plus précieux que la démarche des auteurs (2) est étrangère aux discours d'éloge ou de dénigrement. Le livre se conclut d'ailleurs par une série de questions car la Russie est devant plusieurs choix possibles – quant à la Chine, quant à l'Europe de l'Ouest, quant à l'Asie centrale – compliqués par les incertitudes relatives à la politique étrangère des États-Unis depuis l'élection de Donald Trump.

L'évolution intérieure de la Fédération de Russie n'est pas moins complexe et est d'autant plus difficile à comprendre que nous projetons sur « Moscou » les schémas po-

litiques de notre démocratie libérale qui n'est pas toujours consciente de ses tendances illibérales. Or, la Fédération de Russie est en train de faire une expérience singulière, récemment soulignée par Zbigniew Brzezinski : pour l'ancien conseiller du président Carter, la Russie est en train de vivre « la phase ultime de la décolonisation de son Empire » et devient, « pour la première fois de son histoire [...] un État-nation ».

Issu de l'empire soviétique qui avait succédé à l'empire des Romanov, cet État national est en cours de formation depuis le 12 juin 1991, date de la première élection présidentielle qui porta Boris Elstine à la tête du pays. Le 12 décembre 1993, le peuple russe a adopté par référendum une Constitution de la Fédération de Russie qui définit et règle le fonctionnement des pouvoirs publics selon les principes démocratiques : « reconnaissance, respect et protection des droits et libertés de l'homme et du citoyen » par l'État, souveraineté populaire, séparation des pouvoirs, auto-administration locale, pluralisme idéologique, laïcité.

Le président de la Fédération est élu pour six ans au suffrage universel, le système représentatif est bicaméral : la Douma d'État est élue pour quatre ans au suffrage universel, le Conseil de la Fédération est composé de deux représentants de chaque sujet (*soubiekty*) de la Fédération, l'exécutif est bicéphale (président, Premier ministre), le Gouvernement est responsable devant la Douma d'État qui peut mettre en accusation et destituer le président. À lire la Constitution et en la comparant à celle de la République populaire de Chine – autre puissance sor-

tie du totalitarisme mais pas encore de l'impérialisme – la Russie est une démocratie accomplie ! L'exercice de l'autorité présidentielle, les relations entre les pouvoirs et les rapports entre les Russes et leur gouvernement, tels que Jean-Robert Raviot les étudie dans ses livres (3), sont très en retrait de cet accomplissement démocratique. Les politologues proposent plusieurs définitions du pouvoir russe : le concept de « démocratie souveraine » (*souverennaïa demokratiïa*) est largement accepté dans le milieu dirigeant sans avoir été officialisé tandis que le citoyen a plutôt le sentiment de vivre dans une « merdocratie » (*dermokratiïa*) mais il paraît pertinent d'évoquer une « démocratie administrée » (*oupravliaïevnaïa demokratiïa*) ou encore une « monarchie présidentielle » qui a l'allure d'un « populisme d'État ». Qu'est-ce que tout cela peut bien signifier ?

La démocratie à la Russe se caractérise par l'existence de quatre partis politiques qui se partagent la représentation nationale : Russie unie, parti majoritaire qu'on peut définir comme national-conservateur ; le Parti communiste, deuxième formation en députés et en nombre de voix ; deux petits partis faiblement structurés au centre-gauche (Russie juste) et à l'extrême-droite (Parti libéral-démocrate de Russie). Ces partis forment un système dans lequel les logiques d'opposition, à gauche comme à l'extrême-droite, sont si faibles qu'on évoque une « démocratie non-compétitive ». Issu des élections législatives, ce système partisan institué ne permet pas d'intégrer, à côté de « l'opposition constructive », tel ou tel mouvement de l'opposition radicale. Le parti libéral Iabloko, le Front de gauche, les nationalistes, l'extrême droite monarchiste, les groupes de défense des droits de l'homme organisent des manifestations, par exemple en 2012 ou encore l'hiver dernier, mais se heurtent à l'appareil répressif et ne parviennent pas à mobiliser de larges secteurs de l'opinion.



La Douma d'État, à Moscou

La démocratie administrée n'est pas un système forgé par Vladimir Poutine mais le produit de l'histoire politique russe. A l'époque impériale, ce qui est appelé État – *gos-soudarstvo* – renvoie à la personne du souverain – *gossoudar* - et non à l'État de droit, « statutaire » selon l'étymologie qui s'établit en Europe occidentale comme l'explique Jean-Robert Raviot dans *Démocratie à la russe*. Le pouvoir politique russe dispose, bien entendu, de la force militaire et policière, mais il concentre aussi la puissance économique et administrative. L'État, au sens occidental, est faible et la direction de l'Union soviétique par un parti unique bureaucratisé n'a pas amélioré la situation. Le système constitutionnel démocratique qui s'est établi en 1993 n'est pas purement formel, mais il recouvre une réalité politique que l'on peut analyser selon les catégories qui nous sont familières. Défini comme l'institution qui met en œuvre le droit, l'État reste faible.

Le pouvoir politique dispose d'un domaine étendu : à l'organisation ministérielle classique s'ajoute un pouvoir de fait décrit par Jean-Robert Raviot comme une « pyramide des allégeances » de clans et de clientèles qui existait bien entendu dans l'Union soviétique et qui fonctionne hors des hiérarchies officielles dans les quatre-vingt-trois sujets de la Fédération.

Depuis qu'il a mis au pas les oligarques russes - le groupe des forbans de l'industrie et de la finance issu de la décomposition du collectivisme -, le Kremlin gère tant bien que mal une « korpokratura » par laquelle le centre politique cogère avec les grands capitalistes une économie caractérisée à la fois par une forte présence de l'État dans les groupes industriels et financiers et une très forte concentration de la richesse. « En conséquence, écrit Jean-Robert Raviot, une élite du pouvoir s'est formée à l'intersection des strates supérieures de l'État, des secteurs énergétiques, industriels et financiers et des médias. Le poutinisme se caractérise par un renforcement substantiel du contrôle du Kremlin sur cette élite du pouvoir et la circulation entre les cercles qui la composent ».

À l'État faible, au pouvoir politico-administratif étendu, s'ajoute une autorité forte, celle du chef charismatique. Jean-Robert Raviot n'hésite pas à définir le système Poutine comme une « monarchie présidentielle », élective voire plébiscitaire puisque l'actuel président de la Fédération bénéficie des deux tiers des suffrages et d'une popularité qui tourne autour de 80% d'opinions favorables. Le charisme de Vladimir Vladimirovitch est tardif – on a parlé d'un « culte sans personnalité » - et sa légitimité vient du fait qu'il a réaffirmé la puissance

russe après les humiliations des années 1991-1998. On peut parler d'un « populisme d'État » mais dans un sens très précis qui évoque plus la monarchie élective que l'arrivée au pouvoir d'un tribun de la plèbe : « le chef de l'État, écrit Jean-Robert Raviot, se présente comme l'ultime recours – à la fois décideur final et arbitre supérieur des intérêts de l'État et du peuple qu'il a pour tâche de faire coïncider – fût-ce en s'opposant à la bureaucratie et aux élites ». Il va presque sans dire que la réalité de l'exercice du pouvoir est éloignée du modèle monarchique-républicain en raison du poids des structures héritées du tsarisme et du soviétisme et des fortes oppositions qui existent au sein de l'appareil étatique – par exemple entre libéraux et industrialistes.

Dernier point important pour tenter de comprendre la vie politique russe : la différence entre « eux » (les gens au pouvoir) et « nous » (le peuple) qui est aussi une mise à distance du peuple (eux) par les élites y compris les élites intellectuelles (« nous »). L'opposition entre « eux » et « nous » qui fait qu'on s'organise, dans la société postsoviétique, sans s'occuper de la Russie d'en-haut, rejetée comme bureaucratique et corrompue. Le poutinisme, qui fait en France l'objet de surinterprétations idéologiques excessives à droite comme à gauche, est un semblant de modèle d'autant plus instable que le passage de l'empire à l'État national est loin d'être achevé.

Bertrand RENOUVIN

(1) Sous la direction de Jean-Robert Raviot, *Russie : vers une nouvelle guerre froide ?* La Documentation française, 2017.

(2) Jean-Robert Raviot, Sophie Lambroschni, Taline Ter Minassian, Kevin Limonier, Maxime Audinat.

(3) Il est indispensable de se référer à : Jean-Robert Raviot, *Démocratie à la russe, Pouvoir et contre-pouvoir en Russie*, Ellipses, 2008.

Pensez à la souscription !

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Caractères chinois

« **E**n tout temps et en tous lieux » (Gu jin zhong wai), la Chine de demain exprimée en quatre idéogrammes : « ancienne-nouvelle-chinoise-étrangère ». Tel est le diagnostic de notre meilleure praticienne de ce pays, Sylvie Bermann, ambassadrice à Pékin de 2011 à 2014.

Étudiante en Chine en 1976-1977, puis jeune diplomate de 1980 à 1982, enfin ambassadrice, l'auteur nous livre ici non des mémoires mais une sorte de périple amoureux poursuivi même quand elle était loin, à Paris, à Moscou, à New-York, à Bruxelles, enfin à Londres où elle termine sa carrière à la cour de St James. Contrairement aux kremlinologues qui n'avaient qu'aversion pour leur objet d'étude, les sinologues en sont amoureux (ses) sauf que la plupart du temps leur sentiment n'est pas payé de retour. Peine de cœur ? La Chine se suffit à elle-même. Elle est au milieu, elle est tout, unique, un monde en soi.

Sylvie Bermann ne se laisse pourtant pas emporter par ce premier amour qu'à l'époque de ses études ses maîtres avaient voulu décourager parce qu'ils le jugeaient sans avenir, et qui resta son grand amour au long de ces quarante ans de fréquentation. Elle analyse en toute raison le parcours impensable de ce pays depuis la mort de Mao - le 9 septembre 1976 - jusqu'à l'avènement de son nouvel empereur, Xi Jinping. La Chine est le seul des grands empires de l'Antiquité à se survivre ou au moins à se succéder à lui-même. Le communisme n'est que la nouvelle dynastie impériale comme Péguy disait déjà de la République française qu'elle était

notre quatrième dynastie. Il faut juger de tout sur la durée. La génération au pouvoir aujourd'hui est celle de 1977, celle que la jeune étudiante avait vu sortir meurtrie de la révolution culturelle. Avec Xi, elle se projette en 2021, centenaire de la création du parti communiste chinois, ou 2049, centenaire de la République populaire.

La Chine n'est qu'au début de sa seconde révolution industrielle mais cela ne signifie pas une ère de démocratie. L'ambassadrice nous met en garde contre des illusions. Modernisation certes, libertés sans doute, mais on est loin du suffrage universel dont on ignore ce qu'il signifierait dans un pays comme la Chine. Imaginons le plébiscite d'un dirigeant populiste ! Non, les Chinois veulent un pouvoir fort mais stable. Le monde a aussi besoin de la Chine comme moteur de l'économie mondiale mais surtout comme pôle de stabilité internationale.

Sylvie Bermann a vécu la condamnation de « la bande des quatre » - autour de la veuve de Mao. Elle ne tarit pas d'éloges sur Deng Xiaoping, l'homme de la transition, qui connaissait l'art de traverser un gué en sautant de pierre en pierre. Trente ans plus tard, la Chine n'a plus de pierres où prendre appui ; elle n'est plus à la rivière mais en haute mer ou, selon les propres termes de Xi : « en eaux profondes » où elle doit savoir nager sans l'aide de quiconque. Comment la suivre sans l'intelligence de nos experts immergés dans sa culture multimillénaire, et notamment de brillants diplomates sinisants dans la lignée de Mme Bermann ?

Dominique DECHERF

« La Chine en eaux profondes », Stock, 2017

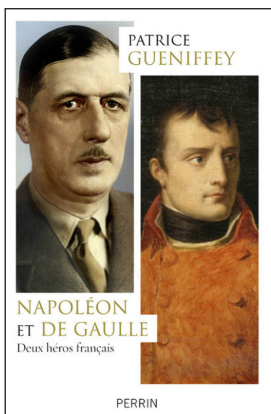
古
今
中
外

De Gaulle, l'anti-Napoléon

Charles de Gaulle et Napoléon Bonaparte s'opposent du tout au tout. En juxtaposant ces deux destinées personnelles, qui fascineront toujours les Français, Patrice Gueniffey nous permet de réfléchir sur la France.

La remise en cause de l'enseignement de l'histoire de France a commencé en 1973 lorsque la droite pompidolienne puis giscardienne entreprit de liquider l'héritage gaullien. Interrompue par François Mitterrand, la déconstruction de ce qu'on appelle le roman national a repris avec Jacques Chirac et se poursuit méthodiquement. Étude intensive des civilisations extra-européennes, liquidation de pans entiers de l'histoire nationale, promotion des victimes : il s'agit d'inscrire notre pays dans un réseau d'appartenances européennes et mondiales selon l'idée sous-jacente que la France n'existe pas, qu'elle fut une invention qui peut être aujourd'hui reconfigurée dans la perspective de la mondialisation. Dès lors, les grands hommes sont renvoyés au musée des gloires suspectes ou déplorables. Mais demeurent plébiscités par les Français. Les figures de Napoléon Bonaparte et du général de Gaulle sont évidemment centrales dans notre mémoire nationale mais on ne saurait établir entre ces deux militaires une filiation idéologique et politique, ni même des comportements similaires, sauf dans leur volonté de faire œuvre d'écrivain. Patrice Gueniffey les présente comme « deux héros français » (1) en s'efforçant de définir le héros, qu'il ne distingue pas clairement du Grand homme ou de l'homme providentiel. Une discussion sur ce point serait intéressante mais je me contente de noter que l'héroïsme gaullien est à l'opposé de l'héroïsme napoléonien :

le Petit Caporal met la France au service de sa propre gloire et se fait enterrer aux Invalides, le Général se met au service de la France et choisit pour dernière demeure le cimetière de Colombey. Ils sont tous deux militaires, mais le Connétable n'est pas le Conquérant. De Gaulle n'est pas un chef aimable, alors que l'Empereur est adulé par ses soldats. Le Général fait la guerre selon un projet politique – la libération de la patrie – alors que le Petit Caporal est un homme de guerre : « Napoléon ne fait pas la guerre, il l'aime ; il s'y épanouit, certain qu'elle fait la vie plus large, plus grande, plus intense ».



de l'action dont la politique aurait consisté à travestir le déclin de la France par une rhétorique de la grandeur. Il s'efforçait, par le discours comme par l'action, de la retenir sur la pente. La véritable grandeur du Général fut non pas d'avoir cru qu'il était lui-même la France et qu'elle vivait en lui par on ne sait quel aberration de l'esprit, mais d'avoir décidé qu'il serait la France, ou plutôt qu'il en assumerait le fardeau à un moment où elle était passée sans transition ou presque du sommet à l'abîme ». De Gaulle fut grand parce qu'il voulait la grandeur de la France, parce que la France n'est pas elle-même sans la grandeur, et admirait Napoléon pour le rayonnement qu'il lui avait donné malgré la fin désastreuse de son aven-

ture. Sur ce point, le Général se sépare de Jacques Bainville concluant : « sauf pour la gloire, sauf pour l'art, il eût probablement mieux valu qu'il n'eût pas existé ». L'opinion du général de Gaulle sur Napoléon est discutable mais il est avéré que la politique gaullienne de la grandeur est tout le contraire de l'aventure napoléonienne. Patrice Gueniffey dit très bien que Napoléon fut vaincu « par lui-même, par l'excès de son génie, par l'absence de toute mesure qui en découlait, par l'incapacité qui était la sienne d'assigner une fin à son action, fût-elle élevée, empreinte d'une grandeur à tout autre inaccessible, et de n'en pas franchir la limite ». De Gaulle conduisit la guerre en politique, pour rétablir la France dans le jeu des équilibres européens et mondiaux. La démesure du Général est de se fixer à Londres une tâche démesurée qu'il parvient à remplir, rétablissant ainsi une plus juste mesure des choses. Quelles « choses » ?

Les institutions. Bonaparte prend le pouvoir par la force mais sans drame – Patrice Gueniffey qui connaît parfaitement le sujet dit que le 18 Brumaire est proche de la farce – et Napoléon n'institue rien de durable. Le Général, qui joue de la menace de coup d'État en 1958, revient par les voies légales et les pouvoirs exceptionnels qu'il obtient lui permettant de fonder une République démocratique et parlementaire qui demeurera après sa disparition. **L'Europe.** Le Général a toujours été hostile à une Europe fédérale, nécessairement tyrannique, et visait, selon ses propres termes, « l'institution du concert des États européens » dans une perspective confédérale. L'Empereur voulait établir par la guerre l'hégémonie française en Europe comme l'explique Patrice Gueniffey en quatre pages lumineuses (235-239). Mais, depuis Trafalgar, ce ne fut qu'un « leurre » masqué par l'épopée glorieuse de la Grande Armée. De Gaulle est « l'anti-Napoléon ».

Bertrand RENOUVIN

(1) Patrice Gueniffey, Napoléon et De Gaulle, Deux héros français, Perrin, 2017. Sauf indications contraires, les phrases entre guillemets sont tirées de cet ouvrage.

N.B. Une version plus complète de cet article est publiée sur mon blog.

« Ciao Italia ! »

C'est un des plus importants mouvements migratoires du XX^e siècle, mais aussi le plus méconnu. Je veux parler de l'immigration italienne. Entre 1860 et 1960, quelque 26 millions de transalpins quittent leur pays, à cause, selon les époques, des difficultés économiques, de l'archaïsme des structures sociales ou des tensions politiques.

Ils sont ainsi près d'un million à venir s'installer en France, ce qui en fait le contingent d'étrangers le plus nombreux. Leur arrivée suscite des réactions hostiles de la part de la population française, et provoque parfois des émeutes qui débouchent, comme à Marseille en 1881 ou à Aigues-Mortes en 1893, sur des lynchages. Les « Macaronis », comme on les appelle alors, sont soupçonnés de venir manger le pain des Français, de tirer les salaires vers le bas et d'accepter des conditions de travail dégradantes. Ils viennent d'abord du Nord, puis des provinces du Sud ; on les retrouve principalement autour des grands pôles industriels, mais travaillent dans tous les secteurs de l'économie : le BTP, l'artisanat, l'industrie, la restauration, le commerce, le sport, les arts, le spectacle, et tout un tas de petits boulots inimaginables, comme ces enfants napolitains cireurs de chaussures dans les rues de Marseille ou ces vendeurs à la sauvette de figurines en plâtre. Nombreux sont ceux qui créent leur propre entreprise ; très peu, en revanche, font carrière en politique. Avec le temps, la xénophobie anti-« ritale » s'estompe. C'est que la France a fait plus que les intégrer, elle les a assimilés, un phénomène favorisé par l'école et l'usine, mais aussi par le Parti communiste et la CGT, ou encore l'Église et ses patronages. Généralement, si la première génération ne parle pas français, la deuxième ne baragouine déjà plus que quelques mots d'un des nombreux dialectes régionaux et la troisième finit par ignorer d'où elle vient.

Au travers de photographies, de vidéos, de tableaux, de journaux, d'objets, d'affiches, de témoignages... relatifs à des thématiques aussi variées que le travail, la religion, l'art, la gastronomie, les jeux, le sport... l'exposition *Ciao Italia*, que propose jusqu'au 10 septembre le Musée national de l'histoire de l'immigration à Paris, fait revivre l'épopée et le destin de ce million d'Italiens qui ont quitté leur pays en direction de la France, qui y ont fait souche et ont contribué à son essor et à son rayonnement : l'accent est mis sur les carrières d'Yves Montand, Lino Ventura, Serge Reggiani, mais on pourrait aussi citer Brassens, Uderzo, Cavanna ou Coluche.

On ne peut s'empêcher de comparer leur situation à celle des immigrés plus récents et de leurs descendants, de leur difficile intégration, de leur incapacité à trouver leur place dans la société. Il faut dire que les structures d'intégration d'hier sont déliquescents, que de nouvelles n'ont pas réussi à prendre le relais et que le modèle d'intégration à la française a capitulé face au modèle multiculturel américain.

Nicolas PALUMBO

Trésors d'églises

L'exposition *Le Baroque des Lumières* révèle la richesse des œuvres picturales présentes dans les églises parisiennes, au cours du XVIII^e siècle. Une splendeur d'antan pour mieux redécouvrir le patrimoine culturel et religieux français.

De la Régence à la Révolution, le Petit Palais a su réunir, dans le cadre d'une exposition quantité d'œuvres sacrées tout droit venues des plus belles églises de Paris. Dès la fin du règne de Louis XIV, les Parisiens assistent à un bouleversement pictural ; c'est le temps des grands décors peints, comme le Dôme de l'Église des Invalides. La particularité de ces créations est de savoir jongler avec un caractère solennel, une variété de mouvements et une diversité des couleurs. Ce qui est marquant et qui va aussi se retrouver tout au long du XVIII^e siècle est l'exacerbation des émotions des protagonistes sur les toiles. La symbolique de la lutte, du salut, de la douleur, de la rédemption est omniprésente. Les visages en souffrance s'égrènent au fil des peintures, comme dans *La mort de Saphire devant Saint-Pierre* par le peintre Sébastien II Leclerc, où s'observe d'ailleurs cette liberté dans la gestuelle des personnages qui tend à les rendre si réels et presque palpables.

La lumière occupe également une grande place dans ces œuvres, en révélant des mélanges de clair-obscur où la symbolique cherche, une fois encore, à parer les personnages d'une aura lumineuse pour mieux mettre en exergue la pureté de leur âme. Les ténèbres les enveloppent mais la lumière surgit de leur personne, comme chez le peintre Jean Mastout qui propose un Christ dont les pieds sont recouverts d'ombres mais dont la tête est nimbée de lumière, au fur et à mesure qu'il reçoit les gouttelettes du baptême sur le front. Les personnages doivent faire preuve de courage car ils sont constamment accablés par les tragédies dans les œuvres bibliques. Tous adoptent une posture sacrificielle, comme Saint-Thomas Becket lors de son assassinat, dans la toile de Jean-Baptiste Marie Pierre. Bras grand ouverts, le Saint fait face à la mort et son visage est éclairé alors que ceux de ses meurtriers sont assombris. Chez Noël-Nicolas Coypel, Saint François de Paule traverse le détroit de Messine en défiant les flots déchaînés avec succès.

À la fin du XVIII^e, les artistes reviennent à un style néo-antique, les couleurs se font moins vives, les toiles offrent un côté plus dépouillé où percent néanmoins des valeurs d'amour et de fraternité, tout en sobriété, comme dans *Le Retour du jeune Tobie* du peintre Étienne de La Vallée Poussin.

Indiana SULLIVAN



Iran, 2 mai : Dans une interview à la chaîne Al Arabya, le prince héritier **Reza Shah II Pahlavi**, porte-parole officiel de l'opposition, a réaffirmé que le choix du futur gouvernement resterait entre les mains du peuple iranien une fois celui-ci conduit vers le chemin de la liberté tout en rappelant le caractère unitaire de la monarchie iranienne.

Roumanie, le 10 mai : Festivités couvertes par la télévision nationale, ce jour férié qui marque la naissance de la monarchie roumaine en 1866 aura réuni un millier de monarchistes lors d'une *garden-party* au palais Elizabeth. L'Alliance nationale pour la restauration de la monarchie a accompagné la princesse **Margarita** et son époux lors du traditionnel dépôt de gerbe de fleurs sous la statue du roi **Carol I^{er}**, à Bucarest.

Slovénie, le 13 mai : Dans le cadre de la protection du patrimoine européen et d'échanges avec la Slovénie, le président du Parlement européen Antonio Tajani, monarchiste italien convaincu et ancien vice-secrétaire-général du Front de la jeunesse monarchiste, a visité le couvent de Kostanjevica et rendu hommage au roi de France **Charles X** et sa famille enterrés à Nova Gorica.

Cambodge, le 13 mai : Alors que des tensions ont éclaté à la veille d'importantes élections locales, le prince **Norodom Ranariddh**, frère du roi **Norodom Sihamoni**, a annoncé qu'il allait rendre une visite officielle au dirigeant nord-coréen dans les mois à venir. Selon l'actuel leader du parti royaliste Funcinpec, il aurait toutes les capacités pour stopper une « guerre nucléaire » entre les États-Unis et la Corée du Nord et rétablir la paix dans la péninsule.

Frédéric de NATAL



Souscription 2017

Notre souscription annuelle est en cours. Elle nous permet de conforter l'existence matérielle de notre journal, qui ne bénéficie d'aucune subvention. Elle servira, dans les mois qui viennent, à financer notre développement.

Nous remercions très vivement les lecteurs qui ont déjà répondu à l'appel que nous avons lancé.

Voici la seconde liste : Gilles Ascaride : 30 €. François Tanné : 50 €. Daniel Rietsch : 90 €. Marielle Zographos : 100 €. Marcel Veyrenc : 150 €. Daniel Sztul : 30 €. Yves Garnier : 50 €. André de Crux : 300 €. Etienne Harel : 25 €. Bernard Sonck : 80 €. André Neru-Routa : 30 €. Jean-Marie Tissier : 100 €. Jacques de Poulpique : 30 €. Didier Bourdelin : 50 €. Christian Razoux : 20 €. Gérard Bel-lebeau : 30 €. André-Yann Denis : 15 €. Arlette Roudil-Guichard : 30 €. Michel Soulier : 50 €. Hélène Dejenne-Plouhinec : 50 €. Serge Cattet : 30 €. Alain Mercier : 600 €.

Total de cette liste : 1890 €

Total des listes : 4235 €

Vous pouvez adresser vos chèques libellés à l'ordre de « NAR » à :

**Royaliste
Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet**

À nos abonnés : la mise à jour de nos fichiers prenant plus de temps que prévu, nous vous remercions de renouveler votre abonnement sans attendre la lettre de rappel.

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (38, rue Sibuet, 75012 Paris) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45). Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée, elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12€) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

**Mercredi 31 mai :
David Djaïz - « La guerre civile n'aura pas lieu »**

**Mercredi 7 juin :
Bernard Bourdin et Jacques Sapir - « Souveraineté, nation, religion »**

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration :

**Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 01 42 97 42 57**

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Com. paritaire
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Jupiter à l'Élysée ?

En extase du soir au matin, BFM-TV encense un président jupitérien, superbe au Louvre le soir de sa victoire, maître du temps et des hommes dans la composition du gouvernement, chef de guerre au Mali et restaurateur de l'esprit de la V^e République.

Et si c'était vrai ? Emmanuel Macron a effectivement rompu avec le débraillé du précédent quinquennat et veut imposer une meilleure répartition des tâches entre l'Élysée et un Premier ministre chargé d'imposer une stricte discipline aux membres du gouvernement. Mais TV-Macron nous dit aussi que le Président est le seul fédérateur d'un gouvernement disparate et que c'est l'Élysée qui a choisi tous les directeurs de cabinet. C'est reconnaître que loin d'être un président-arbitre, Emmanuel Macron a recréé la verticale du pouvoir qui relie le Président, le Premier ministre, le parti présidentiel et les cohortes serviles de la médiacratie.

Pour quelle politique ? On clame que c'est celle de la jeunesse, du changement, du renouveau, dans le bel écrin de notre histoire. Pour le moment, Emmanuel Macron joue avec les images et les brouille. Il convoque ses partisans au Louvre, y fait jouer l'hymne européiste et c'est la main sur le cœur, à l'américaine, qu'il écoute la Marseillaise. Ses propagandistes vantent la jeunesse du parti macronien, mais il s'agit des jeunes de la France d'en-haut et La République en marche est plus que tout autre un parti de classe, le parti de la haute-classe moderniste, libérale et libertaire.

Les jeunes pousses du gouvernement, pour lesquelles on a ressorti la fable rocardienne des « gens de la société civile », sont encadrées par Gérard Collomb et Jean-Yves Le Drian, deux représentants typiques de la grande féodalité régionale, par François Bayrou, cacique de la politique politicienne, par Bruno Le Maire, pur produit de la droite classique. Nous n'assistons pas à un bouleversement de la politique qui porterait la nouvelle équipe au-delà de la droite et de la gauche, mais à une tentative de fusion de la droite et de la gauche oligarchiques qui défendent depuis longtemps le même

programme, sous l'égide d'un homme « neuf »... qui fut l'un des piliers du quinquennat de François Hollande. Il est probable qu'Emmanuel Macron n'ait pas d'autre ambition que la rationalisation et le durcissement du hollandisme.



Dans ce programme macronien, c'est la désuétude qui frappe (1). L'idéologie libérale qui l'inspire est vieille de trois siècles, les préjugés de classe qui commandent le traitement du chômage par la culpabilisation du chômeur sont ceux de la bourgeoisie capitaliste des siècles passés, la vision de l'Europe est celle qui était cultivée par la démocratie chrétienne dans les années cinquante du siècle dernier et qui est aujourd'hui médiocrement incarnée par François Bayrou. Emmanuel Macron arrive au moment où l'économisme ultralibéral a fait la preuve de sa nocivité, où le soutien inconditionnel au patronat – masqué en « économie de l'offre » – et la flexibilité du travail sont des échecs avérés, où l'Europe rêvée par la démocratie chrétienne se révèle, dans l'Union si mal nommée, antidémocratique et rigoureusement matérialiste sous son carcan monétaire.

Faire du volontarisme dans une dynamique de l'échec est d'autant plus dangereux que notre société est gravement fracturée. Faire des réformes – à commencer par celle du code du Travail – pour amadouer un gouvernement allemand qui est déjà décidé à ne rien céder est une provocation – à descendre dans la rue.

Décider qu'il y aura désormais un ministère de l'Europe et des Affaires étrangères signifie que l'Union moribonde et mortifère va déterminer la politique étrangère de la France. Nommer Sylvie Goulard, européiste frénétique, dévote de l'Allemagne, au ministère des Armées est un choix lourd de menaces qui vont très vite se préciser.

Les dissertations sur le centre-droit et le centre-gauche masquent le fait majeur : nous avons affaire à des extrémistes de la purge ultralibérale, de la soumission à l'Allemagne et de l'intégration dans une Union en voie de désintégration.

Ces macroniens « en marche », il faut les bloquer.

Bertrand RENOUVIN